

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°2025-3 du 31 janvier 2025

En bref

Énergie

1. **Bangladesh** : Annulation d'un contrat gouvernemental avec Summit Group pour une unité de regazéification du gaz naturel.
2. **Pakistan** : Le Pakistan demande à la Banque mondiale de financer l'installation de compteurs intelligents.
3. Le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique indien donne son accord conditionnel pour la reprise de la construction de la centrale hydroélectrique Teesta partiellement détruite en 2023.
4. Le gouvernement indien approuve la Mission nationale sur les Minerais critiques dotée d'un budget d'1,88 Md USD.

Transports

5. **Bangladesh** : La Banque Asiatique de Développement pourrait financer un projet d'électrification du rail pour 255 M USD.

Ville

6. **Pakistan** : Le Pakistan lance un plan de restructuration du ministère du Logement et de la Construction et de ses opérateurs.

Environnement

7. **Bangladesh** : Mise en place progressif du principe de pollueur-payeur dans l'industrie au Bangladesh.
8. **Bangladesh** : Le schéma directeur pour restaurer dix-neuf canaux à Dhaka est en cours de finalisation.
9. **Bangladesh** : Le Bangladesh rejoint le Global Plastic Action Partnership.
10. **Pakistan** : Un objectif de neutralité-carbone difficile à atteindre.
11. Indore et Udaipur sont les premières villes indiennes à être reconnues comme villes de zones humides au titre de la Convention de Ramsar.
12. Amendement de la loi sur la gestion des déchets plastiques en Inde.

Numérique

13. L'Inde connaît une croissance significative dans les secteurs des centres de données et de l'intelligence artificielle (IA), avec plusieurs projets et investissements envisagés.
14. L'Inde développera un modèle d'IA de fondation avec un accès subventionné aux processeurs graphiques pour les start-ups et le milieu académique.

Énergie

Bangladesh

Annulation d'un contrat gouvernemental avec Summit Group pour une unité de regazéification du gaz naturel

Le gouvernement intérimaire bangladais vient officiellement de mettre fin au contrat qui le liait à Summit Group pour l'établissement du troisième terminal flottant de regazéification du gaz naturel liquéfié (GNL) du pays. Ce contrat avait été négocié en gré-à-gré, dans le cadre du *Quick Enhancement of Electricity and Energy Supply (Special Provisions) 2010 Act*, une loi permettant des négociations directes dans le secteur de l'énergie qui a été retiré par le gouvernement intérimaire en novembre 2024. Les comptes bancaires du président du Summit Group, Aziz Khan, et des membres de sa famille ont récemment été gelés par le gouvernement en raison d'accusations d'irrégularités et de corruption.

Le 30 mars 2024, l'entreprise publique Petrobangla et Summit Group avaient signé un contrat pour construire le deuxième terminal flottant de l'entreprise dans le pays. Les deux parties avaient également convenu que Summit Group fournirait 1,5 M de tonnes de GNL par an à partir de la fin 2026 pour une durée de 15 ans.

Le gaz liquéfié est regazéifié sur l'île de Moheshkhali, près de Chittagong, par deux stations flottantes (FSRU ou *floating, storage, re-gasification unit*). La 1ère est détenue et opérée depuis août 2018 par l'américain EXCELERATE ENERGY ; elle a une capacité de 3,75 millions de tonnes par an (500 mmcfd). La seconde, détenue par Summit Power, a la même capacité et est entrée en opération en avril 2019. Face à l'augmentation des besoins en gaz naturel et la baisse de la production locale, les importations de GNL ont fortement augmenté mais font face à la contrainte de la capacité de regazéification. En 2024, un accident survenu lors d'intempéries a immobilisé la station de Summit pendant plusieurs mois mettant sous pression le système énergétique du pays.

[En savoir plus](#)

Pakistan

Le Pakistan demande à la Banque mondiale de financer l'installation de compteurs intelligents

Le ministre fédéral de l'Énergie, Sardar Awaiz Leghari, a demandé au vice-président de la Banque mondiale Martin Raiser, des fonds pour l'aider à installer des compteurs intelligents sur les transformateurs et au niveau du réseau de distribution d'électricité. Il a rappelé qu'une telle infrastructure permettra d'améliorer la transparence et de résoudre les problèmes de gestion de charge. Le comité permanent pour les questions énergétiques du Sénat a par le passé critiqué le Ministère de l'Énergie pour son inaction dans le déploiement de compteurs intelligents, la Loi concernant la mise en place des compteurs intelligents datant de 2017. Le vice-président de la Banque mondiale pour

l'Asie du Sud aurait exprimé son soutien à ce projet et a insisté sur la nécessité d'orienter les fonds disponibles vers les réformes du secteur énergétique pakistanais.

[En savoir plus](#)

Le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique indien donne son accord conditionnel pour la reprise de la construction de la centrale hydroélectrique Teesta partiellement détruite en 2023

Un panel d'experts désigné par le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC) a donné son accord conditionnel au projet d'amendement de l'autorisation environnementale nécessaire à la reprise de la construction de la centrale hydroélectrique Teesta, située au Sikkim. Ce projet d'une capacité de 1 200 MW fournissait de l'électricité bas carbone à l'État du Bengal occidental et est l'une des plus grandes centrales hydroélectriques indiennes. Mise en service en 2017, elle a été emportée par les crues torrentielles liées au débordement d'un lac glaciaire (GLOF) en octobre 2023. Les inondations ont également touché 88 000 personnes dans la région, causant 40 décès et 76 disparus.

L'entreprise Sikkim Urja Limited, responsable du développement de Teesta III, doit désormais obtenir l'approbation de la Central Electricity Authority (CEA), agence technique du Ministère de l'Énergie, et de la Central Water Commission (CWC), agence publique chargée de la gestion de la ressource en eau, pour valider les modifications apportées au projet. Cela s'ajoute au processus administratif initial, qui inclut déjà la consultation de la CEA et le respect de ses normes. Parmi les modifications prévues, le barrage à masque (type de barrage à remblai qui combine la résistance du béton avec la flexibilité des matériaux d'enrochement) sera remplacé par un barrage-poids (barrage dont la propre masse suffit à s'opposer à la pression exercée par l'eau), jugé plus adapté aux risques de débordement. D'autres mesures sont également envisagées, telles que l'amélioration des systèmes d'alerte précoce et l'optimisation du déversoir pour mieux gérer les crues. Une étude approfondie sur les risques de GLOF dans la région est également en cours pour assurer une gestion plus sûre des risques à l'avenir.

[En savoir plus](#)

Le gouvernement indien approuve la Mission nationale sur les Minerais critiques dotée d'un budget d'1, 88 Md USD

Le 29 janvier 2025, le gouvernement indien a approuvé la Mission Nationale sur les Minerais Critiques, dotée d'un budget de 163 Mds INR (1,88 Md USD) auquel s'ajouterait 180 Mds INR (1,36 Mds USD) d'investissement de la part des entreprises publiques (PSU – public sector undertaking). Au total, 343 Mds INR (3,96 Mds USD) seraient investis dans le secteur des minerais critiques par la puissance publique sur sept ans. Cette mission nationale sera pilotée par le Ministère des Mines et couvre 24 minerais, dont le cuivre, le lithium, le nickel, le cobalt et les terres rares, essentiels pour les technologies bas-carbone comme les éoliennes, les véhicules électriques, les batteries, avec également des applications dans le domaine de l'électronique, les télécommunications et le transport.

Bien que l'Inde dispose de réserves avérées de certains minerais, elle reste dépendante des importations, faute de connaissance suffisante de son sous-sol. La mission s'inscrit ainsi dans l'initiative *Aatma Nirbhar Bharat*, Inde auto-suffisante et vient compléter des initiatives existantes. Un des objectifs de la mission sera d'accélérer l'exploration des minerais, objectif pour lequel cadre réglementaire s'est progressivement assoupli avec la politique nationale d'exploration minière (NMEP) du Ministry of Mines (MoM) en 2016. Cette approche a été renforcée par la National Mineral Policy de 2019 et l'amendement du Mines and Minerals Act de 1957 en juillet 2023, qui encourage la participation d'acteurs privés dans l'exploration et l'exploitation des minerais stratégiques. La *Deep Ocean Mission* de 2023 intègre également l'évaluation des ressources minérales sous-marines. Les entreprises publiques indiennes (PSUs) devraient ainsi contribuer à hauteur de 180 Mds INR (1,36 Md USD) à l'exploration des minerais critiques sur le territoire terrestre indien et en offshore. Le Geological Survey of India (GSI) prévoit le lancement de 227 projets d'exploration en 2025-26, complétant ainsi les 195 projets en cours.

Parallèlement, l'Inde cherche à acquérir des blocs miniers à l'étranger, une possibilité ouverte depuis 2019 par KABIL, une co-entreprise créée par le Ministère des Minies, regroupant la National Aluminium Company Ltd. (NALCO), Hindustan Copper Ltd (HCL) et Mineral Exploration Company Ltd (MECL).

La mission inclut également le développement de technologies pour traiter les minerais critiques. L'Inde a récemment supprimé les droits de douane sur ces minerais pour encourager la création d'unités de traitement en Inde et le recyclage des minerais, volet jusqu'ici absent de la stratégie minière indienne. Un Centre d'Excellence sur les Minerais Critiques sera aussi mis en place pour soutenir ce volet.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Transports

Bangladesh

La Banque Asiatique de Développement pourrait financer un projet d'électrification du rail pour 255 M USD

La Banque asiatique de développement (BAsD) aurait manifesté son intérêt auprès des autorités bangladaises pour investir dans le projet d'électrification Narayanganj-Joydebpur (tronçon nord-sud de Dhaka) pour un montant de 255 M USD. Le projet comprend la construction et l'acquisition de lignes caténaires pour la voie existante, d'ateliers et de matériel roulant.

En juillet 2023, Bangladesh Railway avait signé un contrat de consultance avec l'entreprise turque TÜMAŞ pour mener une étude de faisabilité pour équiper en traction électrique (caténaire, sous-station) les sections Narayanganj-Dhaka-Chittagong et Tongi-Joydevpur. La réalisation de la conception détaillée est en cours, achevée à 66%. Le projet total est estimé à 782 M USD, dont 255 M USD pour la portion évoquée ci-dessus.

Jusqu'à aujourd'hui, le Bangladesh n'est équipé qu'en locomotive diesel qu'il achète auprès de plusieurs fournisseurs tels que Progress Rail (Etats-Unis), Hyundai Rotem

(Corée du Sud). Le renouvellement des locomotives sera un enjeu majeur pour Bangladesh Railway. À l'heure actuelle, environ 300 locomotives sont en service au Bangladesh (deux-tiers à écartement métrique, le reste à écartement large) mais parmi elles, près de 120 ont déjà dépassé leur durée de vie

[En savoir plus](#)

Ville

Pakistan

Le Pakistan lance un plan de restructuration du ministère du Logement et de la Construction et de ses opérateurs

Le cabinet fédéral a approuvé un plan de réorganisation du ministère fédéral du Logement et de la Construction, qui comprend la fermeture de plusieurs opérateurs et la restructuration de directions clés. Les principaux changements comprennent la fermeture d'ici le 30 juin 2025 de la *National Construction Limited (NCL)*, de la *Pak Environmental Planning and Architectural Consulting (PEPAC)* et de *Pakistan Public Works Department (Pak PWD)*. Tous les nouveaux projets de ces entreprises seront également arrêtés sans qu'aucun nouveau projet ne soit lancé.

La *Federal Government Employees Housing Authority (FGEHA)* et la *Pakistan Housing Authority* (autorité fédérale des employés du gouvernement) deviendront d'ici au 31 décembre 2025 des établissements publics autofinancés. Les fonctionnaires figurant dans leur conseil d'administration seront remplacés par des administrateurs indépendants en vertu de la loi sur les entreprises publiques.

Le gouvernement fédéral a également annoncé la privatisation de deux entreprises liées à l'*Estate office (Chamba House et Qasr-e-Naz)*. Par ailleurs, la *Sindh Infrastructure Development Company* sera transformée en *Pakistan Infrastructure Development Company*.

[En savoir plus](#)

Environnement

Bangladesh

Mise en place progressif du principe de pollueur-payeur dans l'industrie au Bangladesh

Le Bangladesh va mettre en œuvre le principe du pollueur-payeur à partir du 1er juillet 2025, obligeant les industries à surveiller leurs émissions. Cette initiative est prise dans le cadre du projet de la Banque mondiale « Bangladesh Clean Air Project ».

Le département de l'Environnement va ainsi obliger les industries à installer des capteurs d'émissions directement reliés à une cellule centralisée au sein du ministère, permettant à terme à l'agence gouvernementale de contrôler en temps réel les émissions du secteur industriel. Si les émissions dépassent un certain plafond, les entreprises s'exposeront à des sanctions.

Les entreprises polluantes seront les premières à être concernées par ce dispositif, avant une extension progressive à l'ensemble des sites industriels.

En novembre dernier, le ministère de l'Environnement avait dévoilé un plan sur sept ans pour contrôler la pollution de l'air (« National Air Quality Management Plan »).

[En savoir plus](#)

Le schéma directeur pour restaurer dix-neuf canaux à Dhaka est en cours de finalisation

Un plan de restauration de dix-neuf canaux à Dhaka a été finalisé, a récemment annoncé la conseillère en charge de l'environnement et de l'eau, Syeda Rizwana Hasan. Le plan qui comprend la sélection des canaux, le programme de travaux et le budget de l'opération, devrait être présenté prochainement. Deux autres comités ont été missionnés pour élaborer des mesures de gestion des quatre rivières entourant Dhaka, notamment pour leur dépollution et la lutte contre l'empiètement urbain.

Enfin, chacun des 64 districts du pays a proposé la restauration d'une des rivières du district. Un comité finalisera ce programme d'ici février et recherchera un plan de financement pour les travaux.

[En savoir plus](#)

Le Bangladesh rejoint le Global Plastic Action Partnership

Le *Global Plastic Action Partnership* (GPAP), initié par le Forum économique mondial (WEF) en 2018, a élargi son réseau à 25 pays. La dernière expansion concerne sept nouveaux pays : l'Angola, le Bangladesh, le Gabon, le Guatemala, le Kenya, le Sénégal et la Tanzanie, et concerne ainsi plus de 1,5 milliard de personnes dans le monde. Le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC) bangladais avait annoncé rejoindre le GPAP à l'occasion de la cinquième session de négociations sur un traité mondial relatif à la pollution par les matières plastiques qui s'est tenue à Busan en novembre 2024.

Le GPAP facilite la collaboration entre les gouvernements, les entreprises et la société civile, en élaborant des feuilles de route nationales pour améliorer la gestion des

déchets plastiques, en mobilisant des investissements pour améliorer les infrastructures de recyclage et en promouvant l'économie circulaire. Il a également vocation à créer des emplois plus sûrs pour les travailleurs du secteur informel des déchets et à encourager la réutilisation et le recyclage efficaces des matières plastiques.

Malgré ces efforts, la pollution plastique reste un défi important, les déchets plastiques mondiaux ayant plus que doublé depuis 2000, comme l'indique l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2022). Actuellement, seuls 9 % des déchets plastiques sont recyclés, tandis que près de 50 % finissent dans des décharges ou dans la nature : plus de 6 millions de tonnes de déchets plastiques aboutissent chaque année dans les océans. En parallèle, l'industrie du plastique produit environ 1,8 GtCO₂eq par an. L'élargissement de la GPAP représente ainsi un potentiel de création d'emplois, avec une estimation de 6 millions d'emplois verts d'ici 2030, parallèlement aux progrès réalisés dans les matériaux durables pour remplacer les plastiques conventionnels, réduire les plastiques à usage unique et renforcer le recyclage.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Pakistan

Un objectif de neutralité-carbone difficile à atteindre

Le Pakistan a besoin de plus de 100 Mds USD d'investissements sur les cinq prochaines années pour que son secteur énergétique atteigne la neutralité carbone en 2030, dont 50 Mds USD pour atteindre l'objectif de production d'énergie renouvelable de 60 %, conformément à ses engagements dans le cadre de la CNUCC. Le Comité sénatorial permanent sur la transition énergétique a été informé par le Ministre de l'Énergie, M. Awais Leghari, que la *Global Environment Facility* (GEF) et le Fonds vert pour le climat seront des partenaires essentiels à la réalisation de ces objectifs climatiques.

Le Ministre de l'Énergie, M. Awais Leghari a souligné que le réseau d'électricité (*National Transmission & Dispatch Company* -NTDC) achetait de l'électricité auprès des producteurs solaires à un coût trop élevé (22 PKR le kw/h). Le ministre a indiqué travailler à une révision des contrats d'achats par le réseau électrique.

[En savoir plus](#)

Indore et Udaipur sont les premières villes indiennes à être reconnues comme villes de zones humides au titre de la Convention de Ramsar

Indore (Madhya Pradesh) et Udaipur (Rajasthan) sont les deux premières villes indiennes à recevoir une reconnaissance internationale en tant que villes de zones humides dans le cadre de la Convention de Ramsar. La Convention de Ramsar est un traité international adopté en 1971 à Ramsar, en Iran, visant à promouvoir la conservation et l'utilisation durable des zones humides à l'échelle mondiale. Elle établit un cadre de coopération internationale pour protéger ces écosystèmes essentiels, en assurant la préservation de la biodiversité et le maintien de l'équilibre écologique. Depuis 2015, elle est renforcée par la *Wetland City Accreditation* (WCA), qui valorise spécifiquement les efforts des villes pour préserver et gérer durablement leurs zones

humides tout en apportant des bénéfices socio-économiques aux communautés locales.

Le lac Sirpur d'Indore, récemment désigné site Ramsar, est en cours d'aménagement en sanctuaire ornithologique. De son côté, Udaipur, surnommée la « ville des lacs », est entourée de cinq vastes zones humides – Pichola, Fateh Sagar, Rang Sagar, Swaroop Sagar et Doodh Talai.

La ville de Bhopal, également nominée, n'a pas réussi à obtenir l'accréditation en raison de préoccupations écologiques liées à sa zone humide de Bhoj. Des groupes de citoyens ont alerté sur un projet routier menaçant le bassin versant de cette zone humide, ce qui a conduit à l'exclusion de la ville de la liste des sites accrédités

La reconnaissance d'Indore et d'Udaipur s'inscrit dans le cadre d'initiatives telles que le programme *Amrit Dharohar* du ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEF&CC). L'Inde compte actuellement 85 sites Ramsar.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Amendement de la loi sur la gestion des déchets plastiques en Inde

La loi indienne sur la gestion des déchets plastiques, adoptée en 2016, a été modifiée en 2025 pour renforcer la transparence, la traçabilité et la responsabilité des emballages plastiques. Les nouvelles règles, qui entreront en vigueur le 1er juillet 2025, imposent aux producteurs, importateurs et propriétaires de marques d'introduire sur les emballages plastiques des codes-barres, des QR codes, des informations produits ou des numéros uniques d'identification. Cette mesure vise à améliorer le suivi des produits et à accroître la sensibilisation des consommateurs.

Le *Central Pollution Control Board* (CPCB) sera responsable de la surveillance de la conformité et tiendra à jour une liste actualisée trimestriellement des entités enregistrées, assurant ainsi une plus grande transparence publique. En outre, une nouvelle disposition introduit des sanctions plus sévères : des actions légales pourront être engagées en vertu de l'article 15 de la Loi sur la protection de l'environnement en cas de non-respect des règles, garantissant une application plus stricte des normes.

Ces amendements visent à combler les lacunes de la loi de 2016, en mettant l'accent sur des solutions technologiques pour le suivi des déchets plastiques

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Numérique

L'Inde connaît une croissance significative dans les secteurs des centres de données et de l'intelligence artificielle (IA), avec plusieurs projets et investissements envisagés

D'ici 2026, la capacité des centres de données en Inde devrait atteindre 2 GW, soutenue par des initiatives gouvernementales et des investissements du secteur privé. L'une des réalisations les plus notables est la construction prévue du plus grand centre

de données au monde par le conglomérat indien Reliance Industries à Jamnagar, au Gujarat (3 GW).

De plus, l'Andhra Pradesh mène un projet pionnier pour créer une *Data City* près de Visakhapatnam, qui accueillera des centres de données et des hubs d'IA. Inspirée de Hitec City à Hyderabad, la Data City vise à créer des opportunités d'emploi importantes et à attirer des investisseurs majeurs, y compris des géants technologiques tels que Google et Tata Consultancy Services (TCS). L'initiative, menée par le Ministre des Technologies de l'Information, de l'Électronique et des Communications et des Ressources Humaines de l'Andhra Pradesh, Nara Lokesh, est conçue pour en faire une destination de premier plan pour les nouvelles technologies et l'innovation.

Ces développements reflètent l'accent croissant mis par l'Inde sur les technologies basées sur les données, l'IA et l'infrastructure numérique.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Inde développera un modèle d'IA de fondation avec un accès subventionné aux processeurs graphiques pour les start-ups et le milieu académique

L'Inde poursuit ses projets pour développer un modèle d'IA de fondation (systèmes d'intelligence artificielle capables d'effectuer des tâches relativement généralistes comme les grands modèles de traduction), avec des discussions engagées avec au moins six développeurs pour le développer. Le processus de développement devrait prendre entre 4 et 8 mois. Cette annonce du Ministre de l'électronique et des technologies de l'information, M. Ashwini Vaishnaw, fait suite au lancement du modèle chinois Deepseek qui rivalise avec les modèles les plus performants avec un investissement modeste en comparaison aux autres grands modèles de fondation. L'Inde souhaite développer un grand modèle de traduction qui prenne en compte la diversité culturelle de ce pays-continent et à un coût compétitif.

Pour parvenir au développement de ce modèle, l'Etat indien met l'accent sur le développement de capacités de calcul et a sélectionné dix entreprises indiennes pour fournir 18 693 processeurs graphiques (GPUs), qui sont des puces avancées qui permettent de paralléliser les calculs. Si ce sont des entreprises indiennes qui développeront les infrastructures de calcul, elles dépendront de l'acteur actuel dominant sur le marché, Nvidia. Dans le cadre de sa mission nationale, l'Etat indien souhaite fournir un accès subventionné à ces infrastructures de calcul, mettant en avant un coût d'environ 1,3 USD pour une heure d'accès par GPU contre une moyenne mondiale entre 2,5 et 3 USD de l'heure.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>